

Supreme Court of Canada / Cour suprême du Canada

(le français suit)

JUDGMENTS TO BE RENDERED IN LEAVE APPLICATIONS

October 15, 2018

For immediate release

OTTAWA – The Supreme Court of Canada announced today that judgment in the following applications for leave to appeal will be delivered at 9:45 a.m. EDT on Thursday, October 18, 2018. This list is subject to change.

PROCHAINS JUGEMENTS SUR DEMANDES D'AUTORISATION

Le 15 octobre 2018

Pour diffusion immédiate

OTTAWA – La Cour suprême du Canada annonce que jugement sera rendu dans les demandes d'autorisation d'appel suivantes le jeudi 18 octobre 2018, à 9 h 45 HAE. Cette liste est sujette à modifications.

-
1. *Éric Lebel c. Sa Majesté la Reine* (Qc) (Criminelle) (Autorisation) ([38110](#))
 2. *Thanh Truc Truong v. Her Majesty the Queen* (F.C.) (Civil) (By Leave) ([37996](#))
 3. *Resolute FP Canada Inc. et al. v. Her Majesty the Queen as represented by the Ministry of the Attorney General et al.* (Ont.) (Civil) (By Leave) ([37985](#))
 4. *Antonios Nabil Riad Sahyoun, by his committee and father, Nabil Riad Sahyoun et al. v. Helena Ho et al.* (B.C.) (Civil) (By Leave) ([37581](#))

38110 **Éric Lebel v. Her Majesty the Queen**
(Que.) (Criminal) (By Leave)

Criminal law – Evidence – Admissibility – Hearsay – Curative proviso – Whether Court of Appeal erred in considering use trial judge could make of prior consistent statements of prosecution witness – Whether Court of Appeal erred in using curative proviso – *Criminal Code*, R.S.C. 1985, c. C-46, s. 686(1)(b)(iii).

Mr. Lebel, the applicant, is an officer on Ville de Sherbrooke's police force. He was returning from an evening spent in a bar while off duty when he collided with a grader that was plowing snow. Some road maintenance employees who witnessed the events observed that he was intoxicated, and the supervisor called the police service's call centre twice to ask the police to intervene. Mr. Lebel was prosecuted by way of summary conviction on charges of impaired driving and failure to stop at the scene of an accident. At trial, the prosecution adduced recordings of the calls to the police in evidence as *res gestae* to serve as proof of their content. Mr. Lebel was found guilty. He appealed unsuccessfully to the Superior Court and the Court of Appeal. In the Court of Appeal, he submitted (1) that the recordings of the calls to the police were not admissible in evidence and (2) that the judge

had erred in commenting on the order in which the defence's witnesses were heard and on the fact that certain witnesses were not called.

June 23, 2015
Court of Québec
(Judge Champoux)
[2015 QCCQ 5559](#)

Applicant found guilty of impaired driving and failure to stop at scene of accident

September 12, 2016
Quebec Superior Court
(Villeneuve J.)
[2016 QCCS 4427](#)

Appeal dismissed

February 28, 2018
Quebec Court of Appeal (Montréal)
(Vézina, Savard and Ruel JJ.A.)
[2018 QCCA 302](#)

Appeal dismissed

April 30, 2018
Supreme Court of Canada

Application for leave to appeal filed

38110 **Éric Lebel c. Sa Majesté la Reine**
(Qc) (Criminelle) (Autorisation)

Droit criminel – Preuve – Admissibilité – Ouï-dire – Disposition réparatrice – La Cour d'appel a-t-elle fait erreur dans son analyse de l'utilisation que pouvait faire le juge d'instance des déclarations antérieures compatibles d'un témoin de la poursuite? – La Cour d'appel a-t-elle fait erreur en faisant usage de la disposition réparatrice? *Code criminel*, L.R.C. 1985, ch. C-46, art. 686(1)b(iii).

Monsieur Lebel, demandeur, est policier au Service de police de la Ville de Sherbrooke. Au retour d'une soirée passée dans un bar, alors qu'il n'était pas en fonction, il a heurté une niveleuse en pleine opération de déneigement. Les employés de la voirie, témoins de la scène, ont constaté qu'il était en état d'ébriété et le superviseur a donc appelé à deux reprises le service de répartition des appels du service de police afin de demander une intervention policière. Les accusations de conduite avec facultés affaiblies et d'avoir fait défaut de s'arrêter lors d'un accident ont été poursuivies sommairement. Au procès, les enregistrements des appels au service de police ont été mis en preuve par le ministère public à titre de *res gestae* afin qu'ils fassent preuve de leur contenu. Monsieur Lebel a été déclaré coupable. Monsieur Lebel s'est pourvu, sans succès, devant la Cour supérieure et la Cour d'appel. Devant la Cour d'appel, il a soutenu (1) que les enregistrements des appels au service de police n'étaient pas admissibles en preuve, et (2) que le juge a fait erreur en commentant sur l'ordre des témoignages en défense et sur l'absence de certains témoins.

Le 23 juin 2015
Cour du Québec
(Le juge Champoux)
[2015 QCCQ 5559](#)

Demandeur déclaré coupable de conduite avec facultés affaiblies et d'avoir fait défaut de s'arrêter lors d'un accident

Le 12 septembre 2016
Cour supérieure du Québec
(Le juge Villeneuve)
[2016 QCCS 4427](#)

Appel rejeté

Le 28 février 2018
Cour d'appel du Québec (Montréal)
(Les juges Vézina, Savard et Ruel)
[2018 QCCA 302](#)

Appel rejeté

Le 30 avril 2018
Cour suprême du Canada

Demande d'autorisation d'appel déposée

37996 **Thanh Truc Truong v. Her Majesty the Queen**
(F.C.) (Civil) (By Leave)

Taxation — Income Tax — GST — Assessment — Net worth assessments issued by Minister of National Revenue as records provided by taxpayer were grossly inadequate — Assessment methodology involves making estimate of increases to taxpayer's net worth — Court of Appeal dismissing appeal of decision confirming assessment — Whether Federal Court of Appeal erred in admitting computer-generated casino records — *Income Tax Act*, R.S.C. 1985, c. 1 (5th Supp.) — *Excise Tax Act*, R.S.C. 1985, c. E-15.

The applicant, Thanh Truc Truong appealed net worth assessments issued against her by the Minister of National Revenue, under the *Income Tax Act*, R.S.C. 1985, c. 1 (5th Supp.) and the *Excise Tax Act*, R.S.C. 1985, c. E-15.

Net worth assessments were issued by the Minister in this case because the records provided by Ms. Truong were grossly inadequate. The assessment methodology involves making an estimate of increases to a taxpayer's net worth. The assessments under the *Income Tax Act* added to income an aggregate amount of \$1,682,509 for the 2005 to 2009 taxation years, inclusively. They also imposed gross negligence penalties with respect to these amounts. The assessments under the *Excise Tax Act* assumed that Ms. Truong had unreported GST collectible for the same periods in an aggregate amount of \$92,185. Gross negligence penalties were also imposed on these amounts.

Ms. Truong appealed the assessments to the Tax Court, which upheld them except for a small reduction in unreported income. The Federal Court of Appeal found the Tax Court had made no reviewable error and the appeal should be dismissed.

February 8, 2017
Tax Court of Canada
(Bocock J.)
[2017 TCC 22](#)

Appeals of the reassessments for the 2005, 2006, 2007 and 2008 taxation years, under the *Income Tax Act* and the *Excise Tax Act*, dismissed. The appeals in respect of 2009 allowed to extent that undeclared income is \$4,800 less than assessed by the Minister.

January 11, 2018
Federal Court of Appeal
(Stratas, Near and Woods JJ.A.)
[2018 FCA 6](#)
File No.: A-92-17

Appeal dismissed.

March 12, 2018
Supreme Court of Canada

Application for leave to appeal filed.

37996 **Thanh Truc Truong c. Sa Majesté la Reine**
(C.F.) (Civile) (Autorisation)

Droit fiscal — Impôt sur le revenu — TPS — Cotisation — Des cotisations fondées sur l'avoir net ont été établies

par le ministre en l'espèce parce que les documents fournis par la contribuable étaient nettement insuffisants — La méthode de cotisation consiste à estimer les augmentations de l'avoir net de la contribuable — La Cour d'appel a rejeté l'appel du jugement confirmant la cotisation — La Cour d'appel a-t-elle commis une erreur en admettant des documents de casinos générés par ordinateur? — *Loi de l'impôt sur le revenu*, R.S.C. 1985, ch. 1 (5^e suppl.) — *Loi sur la taxe d'accise*, L.R.C. 1985, ch. E-15.

La demanderesse, Thanh Truc Truong, a interjeté appel de cotisations fondées sur l'avoir net établies à son égard par le ministre du Revenu national en vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, L.R.C. 1985, ch. 1 (5^e suppl.) et de la *Loi sur la taxe d'accise*, L.R.C. 1985, ch. E-15.

Les cotisations fondées sur l'avoir net ont été établies par le ministre en l'espèce parce que les documents fournis par Mme Truong étaient nettement insuffisants. La méthode de cotisation consiste à estimer les augmentations de l'avoir net du contribuable. Dans les cotisations établies en vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, le ministre a ajouté au revenu de Mme Truong des montants totalisant 1 682 509 \$ pour les années d'imposition 2005 à 2009 inclusivement. Il a aussi imposé des pénalités pour faute lourde à l'égard de ces montants. Les cotisations établies en vertu de la *Loi sur la taxe d'accise* reposaient sur la présomption que Mme Truong avait omis de déclarer la TPS à percevoir d'un total de 92 185 \$ pour les mêmes périodes. Des pénalités pour faute lourde ont aussi été imposées sur ces montants.

Madame Truong a interjeté appel des cotisations à la Cour de l'impôt, qui les a confirmées, à l'exception du revenu non déclaré qui a été très légèrement réduit. La Cour d'appel fédérale a conclu que la Cour de l'impôt n'avait commis aucune erreur susceptible de contrôle et que l'appel devait être rejeté.

8 février 2017
Cour canadienne de l'impôt
(Juge Boccock)
[2017 CCI 22](#)

Rejet des appels des nouvelles cotisations établies pour les années d'imposition 2005, 2006, 2007 et 2008 en vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu* et de la *Loi sur la taxe d'accise*. Arrêt accueillant les appels interjetés pour l'année d'imposition dans la mesure où le revenu non déclaré est inférieur de 4 800 \$ à celui que le ministre a fixé.

11 janvier 2018
Cour d'appel fédérale
(Juge Stratas, Near et Woods)
[2018 CAF 6](#)
N° de dossier : A-92-17

Rejet de l'appel.

12 mars 2018
Cour suprême du Canada

Dépôt de la demande d'autorisation d'appel.

37985 **Resolute FP Canada Inc. v. Her Majesty the Queen as represented by the Ministry of the Attorney General**
- and between -
Her Majesty the Queen as represented by the Ministry of the Attorney General v. Weyerhaeuser Company Limited, Resolute FP Canada Inc.
- and between -
Weyerhaeuser Company Limited v. Her Majesty the Queen as represented by the Ministry of the Attorney General
(Ont.) (Civil) (By Leave)

First application: Environmental law — Contracts — Indemnity — Assignment — When a party assigns an indemnity, whether the coverage of the indemnity follows the liability — When a party assigns an environmental

indemnity, unless the indemnity agreement expressly provides otherwise, whether the assignor remains a third-party beneficiary under the indemnity.

Second application: Crown law — Government contracts — Fettering discretion — Environmental indemnities — Whether the rule against indirect fettering applies in the provincial environmental regulatory context — Whether the business contracts exception to the rule against indirect fettering applies to provincial contracts — Whether the lower courts properly applied *Sattva Capital Corp. v. Creston Moly Corp.*, 2014 SCC 53.

Third application: Contracts — Interpretation — Indemnities — Whether different interpretive principles and standards of appellate review apply to different types of contracts — Whether indemnities should be interpreted in a way that is fundamentally different from other contracts — Interpretation of “successors and assigns”.

In the 1960s, a pulp and paper operation owned and operated by the Dryden Paper Company Limited discharged mercury into the nearby river system, causing harm to the First Nations downstream. In 1971, a waste disposal site was constructed. In 1976, Dryden Paper and Dryden Chemicals were amalgamated to form Reed Ltd., and, in 1977, the First Nations bands sued Reed, Dryden Paper and Dryden Chemicals for various damages resulting from the mercury waste contamination of the river (the “Grassy Narrows litigation”). In 1979, Reed was sold to Great Lakes Forest Products Limited. The Grassy Narrows litigation was settled with court approval in 1985. Great Lakes and Reed paid \$11.75 million to the First Nations and released Ontario in respect of two previous indemnities. Ontario gave a new indemnity (the “1985 Indemnity”, sometimes referred to as the “Ontario Indemnity”). It promised to indemnify Great Lakes, Reed and others against claims and proceedings arising from “any damage, loss, event or circumstances, caused or alleged to be caused by or with respect to...the discharge or escape or presence of any pollutant by Reed or its predecessors, including mercury or any other substance, from or in the plant or plants or lands or premises forming part of the Dryden assets sold by Reed Ltd. to Great Lakes under the Dryden Agreement”. It was to “be binding upon and enure to the benefit of the respective successors and assigns of Ontario, Reed and Great Lakes”.

Thereafter, Reed’s successor was dissolved, and Great Lakes, essentially, became Bowater, which became Abitibi Bowater, which became Resolute. In the interim, Weyerhaeuser purchased certain Dryden assets (including the waste disposal site, which could not be severed from the other assets in time to complete the sale) from Bowater in 1998. Bowater leased the waste disposal site back until the severance was completed, when it was reconveyed to Bowater. Eventually, the owner of the waste disposal site abandoned it with court approval and was discharged from any associated liability in 2011, under the *Companies’ Creditors Arrangements Act*, R.S.C. 1985, c. C-36.

On August 25, 2011, the Ontario Ministry of the Environment issued a Director’s Order requiring, *inter alia*, Weyerhaeuser and Resolute, as prior owners of the site, to perform remedial work on the waste disposal site. Weyerhaeuser unsuccessfully sought to revoke or amend the Director’s Order before the Environmental Review Tribunal. Weyerhaeuser and Resolute both appealed the result, and that appeal was ongoing when Weyerhaeuser commenced this action against Ontario, with Resolute as an intervener. All of the parties moved for summary judgment, asking whether the 1985 Indemnity covers the costs of complying with the Director’s Order, and, if so, whether Weyerhaeuser and Resolute are entitled to its benefit.

The motions judge granted Resolute leave to intervene, dismissed Ontario’s motion for summary judgment, and granted Weyerhaeuser and Resolute’s cross-motions for summary judgment. The Court of Appeal set aside the motions judge’s decision. It granted Ontario summary judgment against Resolute. As to Weyerhaeuser, it substituted a declaration that Bowater assigned the full benefit of the 1985 Indemnity to Weyerhaeuser under the 1998 Asset Purchase Agreement and directed a final adjudication by the court below on the issue of what rights, if any, Weyerhaeuser possessed as assignee of the 1985 Indemnity when the Director’s Order was made in 2011.

July 19, 2016
Ontario Superior Court of Justice
(Hailey J.)
[2016 ONSC 4652](#)

Inter alia, Resolute granted leave to intervene as a party; Ontario’s motion for summary judgment dismissed; Weyerhaeuser and Resolute’s cross-motions for summary judgment granted

December 20, 2017
Court of Appeal for Ontario
(Laskin (dissenting), Lauwers, Brown JJ.A.)
[2017 ONCA 1007](#)

Appeal allowed; judgment granted by motion judge set aside; Ontario's motion for summary judgment against Resolute granted; declaration concerning Weyerhaeuser made and final adjudication of Weyerhaeuser's rights remitted to the lower court

February 16, 2018
Supreme Court of Canada

Application for leave to appeal filed by Resolute FP Canada

February 16, 2018
Supreme Court of Canada

Application for leave to appeal filed by Her Majesty the Queen as represented by the Ministry of the Attorney General

February 19, 2018
Supreme Court of Canada

Application for leave to appeal filed Weyerhaeuser Company Limited

**37985 Resolute FP Canada Inc. c. Sa Majesté la Reine, représentée par le ministre du Procureur général;
- et entre -
Sa Majesté la Reine, représentée par le ministre du Procureur général c. Weyerhaeuser Company Limited, Resolute FP Canada Inc.
- et entre -
Weyerhaeuser Company Limited c. Sa Majesté la Reine, représentée par le ministre du Procureur général
(Ont.) (Civile) (Autorisation)**

Première demande : Droit de l'environnement — Contrats — Indemnité — Cession — Lorsqu'une partie cède une indemnité, la couverture de l'indemnité suit-elle la responsabilité? — Lorsqu'une partie cède une indemnité en matière environnementale, à moins que la convention d'indemnisation prévoit expressément le contraire, le cédant demeure-t-il un tiers bénéficiaire au regard de l'indemnité?

Deuxième demande : Droit de la Couronne — Marchés publics — Entrave au pouvoir discrétionnaire — Indemnité en matière environnementale — La règle qui interdit d'entraver indirectement le pouvoir discrétionnaire s'applique-t-elle dans le contexte de la réglementation provinciale de l'environnement? — L'exception à la règle qui interdit d'entraver indirectement le pouvoir discrétionnaire lorsqu'il s'agit de contrats commerciaux s'applique-t-elle aux marchés provinciaux? — Les juridictions inférieures ont-elles correctement appliqué l'arrêt *Sattva Capital Corp. c. Creston Moly Corp.*, 2014 CSC 53?

Troisième demande : Contrats — Interprétation — Indemnités — Divers principes d'interprétation et diverses normes de contrôle en appel s'appliquent-ils à divers types de contrats? — Y a-t-il lieu d'interpréter les indemnités d'une façon fondamentalement différente par rapport à d'autres contrats? — Interprétation de l'expression « successeurs et ayants droit » (*successors and assigns*).

Dans les années 1960, une usine de pâte et papiers appartenant à Dryden Paper Company Limited et exploitée par cette dernière a rejeté du mercure dans le réseau hydrographique voisin, causant un préjudice aux Premières Nations en aval. En 1971, un site d'enfouissement a été construit. En 1976, Dryden Paper et Dryden Chemicals se sont fusionnées pour former Reed Ltd., et, en 1977, les bandes des Premières Nations ont poursuivi Reed, Dryden Paper et Dryden Chemicals relativement à divers préjudices résultant de la contamination de la rivière par le mercure (le « litige de Grassy Narrows »). En 1979, Reed a été vendue à Great Lakes Forest Products Limited. Le litige de Grassy Narrows a été l'objet d'un règlement amiable homologué par le tribunal en 1985. Great Lakes et Reed ont versé la somme de 11,75 millions de dollars aux Premières Nations et ont déchargé l'Ontario à l'égard de deux indemnités antérieures. L'Ontario a offert une nouvelle indemnité (l'« indemnité de 1985 », parfois appelée

l'« indemnité de l'Ontario »). L'Ontario a promis d'indemniser Great Lakes, Reed et d'autres à l'égard des réclamations et de procédures découlant de [TRADUCTION] « tout dommage, perte, événement ou circonstance, causé ou présumé causé par [...] le rejet ou la fuite de polluants par Reed ou ses prédécesseurs, notamment le mercure ou toute autre substance, dans les usines, les terrains ou les lieux formant partie des biens de Dryden que Reed Ltd. a vendu à Great Lakes en exécution de la convention de Dryden ou à partir de ces usines, terrains et lieux ». L'indemnité devait aussi « lier les successeurs et ayants droit respectifs de l'Ontario, de Reed et de Great Lakes et s'appliquer à leur avantage ».

Par la suite, la société remplaçante de Reed a été dissoute, et Great Lakes, essentiellement, est devenue Bowater, qui est devenue Abitibi Bowater, qui est devenue Resolute. Dans l'intervalle, en 1998, Weyerhaeuser a acheté de Bowater certains actifs appartenant à Dryden (y compris le site d'enfouissement, qui ne pouvait être séparé des autres actifs à temps pour conclure la vente). Bowater a loué le site d'enfouissement jusqu'à ce que cet élément soit séparé, et il a alors été rétrocédé à Bowater. Le propriétaire du site d'enfouissement a fini par abandonner celui-ci avec l'autorisation du tribunal et a été déchargé de toute responsabilité y afférente en 2011, sous le régime de la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies*, L.R.C. 1985, ch. C-36.

Le 25 août 2011, le ministère de l'Environnement de l'Ontario a pris un arrêté du directeur obligeant notamment Weyerhaeuser et Resolute, à titre d'anciens propriétaires du site, à exécuter des travaux de restauration au site d'enfouissement. Weyerhaeuser a tenté sans succès de révoquer ou de modifier l'arrêté du directeur devant le Tribunal de l'environnement. Weyerhaeuser et Resolute ont toutes les deux interjeté appel du résultat et cet appel était en instance lorsque Weyerhaeuser a intenté la présente action contre Ontario, avec Resolute comme intervenante. Toutes les parties ont demandé un jugement sommaire, demandant si l'indemnité de 1985 garantit les coûts engagés pour se conformer à l'arrêté du directeur et, dans l'affirmative, si Weyerhaeuser et Resolute ont le droit d'en bénéficier.

Le juge de première instance a accordé à Resolute l'autorisation d'intervenir, rejeté la motion de l'Ontario en jugement sommaire et a accueilli les motions reconventionnelles de Weyerhaeuser et de Resolute en jugement sommaire. La Cour d'appel a annulé la décision du juge de première instance. Elle a prononcé en faveur de l'Ontario un jugement sommaire contre Resolute. Quant à Weyerhaeuser, elle a substitué un arrêt déclarant que Bowater avait cédé le plein avantage de l'indemnité de 1985 à Weyerhaeuser en exécution de la convention d'achat d'actifs de 1998 et a ordonné à la juridiction inférieure rendre un jugement définitif sur la question de savoir quels droits possédaient Weyerhaeuser, s'il en est, à titre de cessionnaire de l'indemnité de 1985 lorsque l'arrêté du directeur a été pris en 2011.

19 juillet 2016
Cour supérieure de justice de l'Ontario
(Juge Hainey)
[2016 ONSC 4652](#)

Jugement accordant notamment à Resolute l'autorisation d'intervenir comme partie, rejetant la motion de l'Ontario en jugement sommaire et accueillant les motions reconventionnelles de Weyerhaeuser et de Resolute en jugement sommaire.

20 décembre 2017
Cour d'appel de l'Ontario
(Juges Laskin (dissident), Lauwers et Brown)
[2017 ONCA 1007](#)

Arrêt accueillant l'appel, annulant le jugement sommaire prononcé par le juge de première instance, accueillant la motion de l'Ontario en jugement sommaire contre Resolute, prononçant un jugement déclaratoire concernant Weyerhaeuser et renvoyant l'affaire à la juridiction inférieure pour qu'elle rende un jugement définitif sur la question des droits de Weyerhaeuser.

16 février 2018
Cour suprême du Canada

Dépôt de la demande d'autorisation d'appel par Resolute FP Canada

16 février 2018
Cour suprême du Canada

Dépôt de la demande d'autorisation d'appel par Sa Majesté la Reine, représentée par le ministère du

19 février 2018
Cour suprême du Canada

Dépôt de la demande d'autorisation d'appel par
Weyerhaeuser Company

37581 **Antonios Nabil Riad Sahyoun, by his committee and father, Nabil Riad Sahyoun, Sanaa Riad Sahyoun and Nabil Riad Sahyoun v. Helena Ho, Anton Miller, Speech and Language Pathologist Elizabeth Payne, Provincial Health Services Authority (doing business as Sunny Hill Health Centre for Children, formerly Sunny Hill Hospital for Children, and doing business as B.C. Children's Hospital), The University of British Columbia, Speech and Language Pathologist Martha Hilliard, Vancouver Coastal Health Authority formerly Vancouver Health Department, Her Majesty the Queen in Right of the Province of British Columbia, as represented by the B.C. Ministry of Health, Audiologist Margaret Hardwick, Kevin Farrell, Jean Hlady, Fred Kozak, Keith Riding, Neil Longridge, Vancouver Coastal Health Authority (doing business as Vancouver General Hospital), Laura Wang, Brian Westerberg, Providence Health Care (doing business as St. Paul's Hospital), Jason Chew, Douglas Graeb, Beverley Underhill, Dr. Jean Moore, Karen Till, Robert Pearmain, Allan McLeod, Donald Goodridge, Carol McRae, Deceased, Kenneth Ronald Bradley McRae, as Representative and Administrator of the Estate of the Deceased Carol McRae, Vancouver Board of Education, formerly Vancouver School Board, Her Majesty the Queen in Right of the Province of British Columbia, as represented by the B.C. Ministry of Education, David Duncan, BC Legal Services Society, Harinder Mahil, Judith Williamson, Her Majesty the Queen in Right of the Province of British Columbia, as represented by the Attorney General of BC for the former B.C. Council of Human Rights, Ross Dawson, Cheryl Carteri, Haris Zakouras, Her Majesty the Queen in Right of the Province of British Columbia, as represented by the B.C. Ministry of Children and Family Development, formerly B.C. Ministry for Children and Families, Lorill Johl, Gateway Society: Services for Persons with Autism, Detective Constable Ennis, Constable Schaaf, Acting Sergeant Schilling, Constable Lemcke, Sergeant Pike, Constable Green, Vancouver Police Department, City of Vancouver, Her Majesty the Queen in Right of the Province of British Columbia (B.C.) (Civil) (By Leave)**

Civil procedure — Appeals — Abandonment — Appointment of counsel — Whether the Court of Appeal erred in dismissing the appeal of a person under disability and his parents as abandoned absent a litigation guardian for the person under the disability — Whether state-funded counsel should have been provided for the person under the disability.

The Sahyouns appeal an order that dismissed the underlying action and dismissed an application by Dr. Sahyoun to revisit an earlier application for a state-funded lawyer to represent Antonios' interests. The underlying action advanced multiple claims against 49 defendants relating to Antonios Sahyoun's experiences as a young child. In 2015, the appeal was dismissed for want of prosecution, disclosing no reasonable cause of action, being unnecessary, frivolous or vexatious, and otherwise being an abuse of process. Dr. Sahyoun appealed and, a week before the appeal was to be heard, applied for the appointment of a new litigation guardian and state-funded lawyer for Antonios. That application was dismissed, but Dr. Sahyoun was permitted to renew it before the division hearing the appeal. On the day of the appeal, he requested an adjournment to prepare for the review of the application to appoint state-funded counsel for Antonios. The adjournment was denied, but the Court of Appeal allowed him to reargue the application without meeting the test under s. 9(6). Dr. Sahyoun refused to proceed as directed, withdrew as Antonios' litigation guardian, and left the courtroom. The appeal was dismissed as abandoned.

March 12, 2015
Supreme Court of British Columbia
(Voith J.)
[2015 BCSC 392](#)

Applications to lift stay of proceedings granted;
applications to dismiss claim for want of prosecution
granted; application to dismiss claim granted;
applications to strike statement of defence and to

reset date for trial adjourned generally; application to remove person under disability's current litigation guardian, for advanced costs and for costs dismissed

February 16, 2017
Court of Appeal for British Columbia
(Vancouver)
(Smith, Fenlon, Dickson J.J.A.)
[2017 BCCA 96](#)

Appeal dismissed as abandoned

April 18, 2017
Supreme Court of Canada

Application for leave to appeal filed

37581 **Antonios Nabil Riad Sahyoun, par son curateur et père, Nabil Riad Sahyoun, Sanaa Riad Sahyoun et Nabil Riad Sahyoun c. Helena Ho, Anton Miller, l'orthophoniste Elizabeth Payne, Provincial Health Services Authority (faisant affaire sous la raison sociale Sunny Hill Health Centre for Children, anciennement Sunny Hill Hospital for Children, et faisant affaire sous la raison sociale B.C. Children's Hospital), The University of British Columbia, l'orthophoniste Martha Hilliard, Vancouver Coastal Health Authority anciennement Vancouver Health Department, Sa Majesté la Reine du chef de la Colombie-Britannique, représentée par le ministère de la Santé de la Colombie-Britannique, l'audiologiste Margaret Hardwick, Kevin Farrell, Jean Hlady, Fred Kozak, Keith Riding, Neil Longridge, Vancouver Coastal Health Authority (faisant affaire sous la raison sociale Vancouver General Hospital), Laura Wang, Brian Westerberg, Providence Health Care (faisant affaire sous la raison sociale St. Paul's Hospital), Jason Chew, Douglas Graeb, Beverley Underhill, la docteure Jean Moore, Karen Till, Robert Pearmain, Allan McLeod, Donald Goodridge, Carol McRae, décédée, Kenneth Ronald Bradley McRae, en sa qualité de représentant et administrateur de la succession de feu Carol McRae, Vancouver Board of Education, anciennement Vancouver School Board, Sa Majesté la Reine du chef de la Colombie-Britannique, représentée par le ministre de l'Éducation de la Colombie-Britannique, David Duncan, BC Legal Services Society, Harinder Mahil, Judith Williamson, Sa Majesté la Reine de la Colombie-Britannique, représentée par le procureur général de la Colombie-Britannique pour l'ancien B.C. Council of Human Rights, Ross Dawson, Cheryl Carteri, Haris Zakouras, Sa Majesté la Reine du chef de la Colombie-Britannique, représentée par le Ministry of Children and Family Development, anciennement B.C. Ministry for Children and Families, Lorill Johl, Gateway Society: Services for Persons with Autism, l'agent détective Ennis, l'agent Schaaf, le sergent par intérim Schilling, l'agent Lemcke, le sergent Pike, l'agent Green, le service de police de Vancouver, Ville de Vancouver, Sa Majesté la Reine du chef de la Colombie-Britannique**
(C.-B.) (Civile) (Sur autorisation)

Procédure civile — Appels — Abandon — Désignation d'un avocat — La Cour d'appel a-t-elle eu tort de rejeter pour cause d'abandon l'appel interjeté par une personne souffrant d'une incapacité et ses parents en l'absence d'un tuteur à l'instance pour la personne souffrant d'une incapacité? — Aurait-il fallu fournir un avocat rémunéré par l'État à la personne souffrant d'une incapacité?

Les Sahyoun interjettent appel d'une ordonnance qui a rejeté l'action sous-jacente et rejeté une demande présentée par le docteur Sahyoun pour revenir sur une demande antérieure en vue d'obtenir un avocat rémunéré par l'État pour représenter les intérêts d'Antonios. L'action sous-jacente faisait valoir plusieurs réclamations contre 49 défendeurs relativement aux expériences vécues par Antonios Sahyoun dans sa petite enfance. En 2015, l'appel a été rejeté pour défaut de poursuivre, parce qu'il ne révélait aucune cause d'action fondée, parce qu'il était inutile, frivole ou vexatoire et parce qu'il constituait par ailleurs un abus de procédure. Le docteur Sahyoun a interjeté appel et, une semaine avant la date d'audition prévue, il a demandé la désignation d'un nouveau tuteur à l'instance et un avocat rémunéré par l'État pour Antonios. Cette demande a été rejetée, mais le docteur Sahyoun a été autorisé

à la présenter de nouveau à la formation qui allait entendre l'appel. Le jour de l'appel, il a demandé un ajournement pour se préparer à l'examen de la demande de désignation d'un avocat rémunéré par l'État pour Antonios. L'ajournement a été refusé, mais la Cour d'appel l'a autorisé à plaider de nouveau la demande sans satisfaire le critère du par. 9(6). Le docteur Sahyoun a refusé de procéder comme la Cour le lui a demandé, il s'est retiré comme tuteur à l'instance d'Antonios et il a quitté la salle d'audience. L'appel a été rejeté pour cause d'abandon.

12 mars 2015
Cour suprême de la Colombie-Britannique
(Juge Voith)
[2015 BCSC 392](#)

Jugement accueillant les demandes en vue de lever la suspension de l'instance, accueillant les demandes de rejet de la demande pour défaut de poursuivre, accueillant la demande de rejet de la demande, rejetant les demandes de radiation de la défense et en vue de fixer une nouvelle date du procès ajourné et rejetant la demande de retrait du tuteur à l'instance actuel de la personne souffrant d'incapacité, de provision pour frais et de dépens

16 février 2017
Cour d'appel de la Colombie-Britannique
(Vancouver)
(Juges Smith, Fenlon et Dickson)
[2017 BCCA 96](#)

Rejet de l'appel pour cause d'abandon

18 avril 2017
Cour suprême du Canada

Dépôt de la demande d'autorisation d'appel

Supreme Court of Canada / Cour suprême du Canada :
comments-commentaires@scc-csc.ca
613-995-4330